



RCS : TOULOUSE

Code greffe : 3102

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de TOULOUSE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2007 B 03758

Numéro SIREN : 500 712 138

Nom ou dénomination : VEGA

Ce dépôt a été enregistré le 09/01/2014 sous le numéro de dépôt A2014/000390

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
TOULOUSE



1749514

Dénomination : VEGA
Adresse : 15 rue Paul Bernies 31200 Toulouse -FRANCE-

n° de gestion : 2007B03758
n° d'identification : 500 712 138

n° de dépôt : A2014/000390
Date du dépôt : 09/01/2014

Pièce : procès-verbal d'assemblée générale mixte du
20/11/2013



1749514

AUDITEURS ASSOCIES SECAF

Société A Responsabilité Limitée

au capital de 2.000 euros

Siège social : 101 Boulevard de Suisse

Immeuble Vincennes

31200 TOULOUSE

500 712 138 R.C.S. TOULOUSE

Déposé au greffe du Tribunal de Commerce

09

396

20133754

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 20 NOVEMBRE 2013

L'an deux mil treize, et le vingt novembre à 9 heures,

Les associés de la société AUDITEURS ASSOCIES SECAF, Société A Responsabilité Limitée au capital de 2.000 euros, divisé en 100 parts sociales de 20 euros nominal chacune, dont le siège social est sis 101, boulevard de Suisse – Immeuble Vincennes – 31200 TOULOUSE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE sous le numéro 500 712 138, se sont réunis en Assemblée Générale Mixte, au siège social, sans convocation préalable.

Sont présents :

- Monsieur Gilles GASTOU, possédant 50 parts sociales,
- Monsieur Guy VAYSSADE, possédant 50 parts sociales,

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Guy VAYSSADE, gérant associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

- Démission d'un gérant,

De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

- Modification corrélative de l'article 14 des statuts relatif à la gérance,
- Modification de l'objet social et modification corrélative de l'article 3 statuts,
- Modification de la dénomination sociale et modification corrélative de l'article 2 statuts,
- Transfert du siège social et modification corrélative de l'article 4 statuts,
- Refonte des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

62 05

Le Président déclare que l'Assemblée s'est réunie ce jour sans convocation préalable. En conséquence, les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires n'ont pas été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Plus personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

- **De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire**

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte du désir manifesté par Monsieur Gilles GASTOU de démissionner de ses fonctions de gérant de la société à compter du 20 novembre 2013, et ce sans indemnité.

Elle lui donne quitus entier et définitif de sa gestion à ses fonctions.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

- **De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire**

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, comme conséquence de la résolution qui précède, décide de supprimer des statuts le nom des premiers gérants statutaires.

Elle décide ainsi de supprimer le septième alinéa de l'article 14 des statuts.

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'étendre l'objet social à l'exercice de la profession d'expert-comptable.

En conséquence, l'Assemblée modifie l'article 3 des statuts de la manière suivante :

ARTICLE 3 - OBJET

La Société a pour objet l'exercice des professions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes.

66 55

Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre, prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature, ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, septième alinéa, de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Elle peut aussi, prendre des participations dans toute société de commissaires aux comptes conformément aux textes en vigueur.

Pour réaliser son objet, elle pourra céder, acquérir, vendre, échanger, prendre ou donner à bail, avec ou sans promesse de vente, gérer ou exploiter tous biens meubles ou immeubles.

Elle pourra assurer l'activité de formation de personnes souhaitant actualiser ou élargir leurs compétences.

Et plus généralement, elle pourra réaliser toutes opérations financières civiles, mobilières ou immobilières se rapportant à l'un des objets spécifiés, à l'exception de toute activité commerciale qu'elle soit exercée directement ou par personne interposée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide qu'à compter du 20 novembre 2013 la dénomination sociale sera « VEGA » au lieu de « AUDITEURS ASSOCIES SECAF », par sigle « A.A.S. » ou « 2AS ».

En conséquence, l'Assemblée modifie l'article 2 des statuts de la manière suivante :

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : VEGA

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre des experts-comptables et sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots Société A Responsabilité ou des lettres S.A.R.L., et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes » et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre et de la compagnie régionale des commissaires aux comptes où la société est inscrite.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Gu *W*

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social du 101 Boulevard de Suisse – 31200 TOULOUSE au 15 Rue Paul Bernières – 31200 TOULOUSE, et ce à compter du 20 novembre 2013.

En conséquence, l'Assemblée modifie l'article 4 des statuts de la manière suivante :

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 15 Rue Paul Bernières – 31200 TOULOUSE.

Le transfert du siège social est décidé par décision extraordinaire des associés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, en conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent et notamment de l'adjonction de l'activité d'expert-comptable, décide de refondre les statuts et d'adopter article par article, puis dans son ensemble, le texte des statuts dont un exemplaire demeurera annexé au présent procès-verbal.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

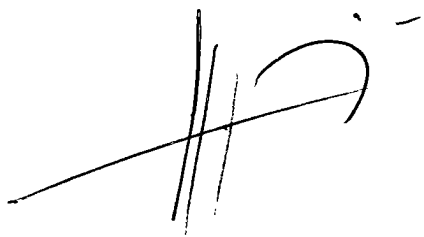
L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

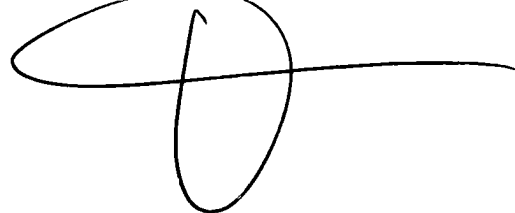
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par les associés présents.

Guy VAYSSADE



Gilles GASTOU



GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **TOULOUSE**



1749515

Dénomination : VEGA
Adresse : 15 rue Paul Bernies 31200 Toulouse -FRANCE-

n° de gestion : 2007B03758
n° d'identification : 500 712 138

n° de dépôt : A2014/000390
Date du dépôt : 09/01/2014

Pièce : acte sous seing privé contenant cession de parts
sociales du 20/11/2013



1749515

CESSION DE PARTS SOCIALES

Entre les soussignés :

- **Monsieur Gilles GASTOU**, demeurant 1 Lieudit Pratgraussals – 81000 ALBI, né le 11 juin 1961 à MAZAMET (81), divorcé, non remarié, n'étant pas engagé par un Pacte Civil de Solidarité, Commissaire aux comptes, membre de la Compagnie régionale de TOULOUSE, et de nationalité française ;

Ci-après dénommé "le Cédant",

d'une part,

Et :

- **Monsieur Guy VAYSSADE**, demeurant 3 Impasse de la Mouyssaguèse – 31130 PIN BALMA, né le 23 février 1955 à PRADES D'AUBRAC (12), marié avec Madame Annie VAYSSADE née MIRA, sous le régime de la séparation de biens aux termes d'un contrat de mariage reçu par Maître GILLODES, Notaire à TOULOUSE (31), préalablement à son union célébrée le 21 juillet 1989, Commissaire aux comptes, membre de la Compagnie régionale de TOULOUSE, et de nationalité française ;

Ci-après dénommé "le Cessionnaire",

d'autre part,

Ont, préalablement à l'acte de cession de parts sociales, objet des présentes, exposé ce qui suit :

Aux termes d'un acte sous seings privés en date, à TOULOUSE, du 2 juillet 2007, enregistré au Service des Impôts des Entreprises de TOULOUSE-NORD, le 7 août 2007, bordereau n° 2007/1.336, case n° 3, il a été constitué une Société A Responsabilité Limitée dénommée AUDITEURS ASSOCIES SECAF, par sigle A.A.S. ou 2 AS, au capital social de 2.000 euros, divisé en 100 parts sociales de 20 euros nominal chacune, dont le siège social est actuellement sis Immeuble Vincennes – 101 Boulevard de Suisse, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE sous le numéro 500 712 138.

Aux termes de l'article 3 de ses statuts, la société AUDITEURS ASSOCIES SECAF a pour objet :

L'exercice des missions de commissaire aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet, à l'exception de toute activité commerciale, qu'elle soit exercée directement ou par personne interposée.

Aucune personne ou groupement n'ayant pas la qualité de commissaire aux comptes régulièrement inscrit, ne peut détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote.

Son capital social est actuellement réparti ainsi qu'il suit :

- Monsieur Gilles GASTOU50 parts sociales,
numérotées de 1 à 50,
- Monsieur Guy VAYSSADE.....50 parts sociales,
numérotées de 51 à 100,

Total égal au nombre de parts composant le capital social :100 parts sociales.

Son dernier exercice social a été clos le 30 septembre 2012, les comptes annuels afférents à ce dernier exercice clos n'ont pas été approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle qui s'est tenue le 20 décembre 2012.

La gérance de la société est assurée par Messieurs Gilles GASTOU et Guy VAYSSADE.

Ceci exposé, ils ont convenu et arrêté ce qui suit :

CESSION DE PARTS SOCIALES

Par les présentes, Monsieur Gilles GASTOU cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit habituelles en pareille matière, à Monsieur Guy VAYSSADE, qui accepte, les 50 (cinquante) parts sociales, numérotées de 1 à 50 entièrement libérées, lui appartenant de la société AUDITEURS ASSOCIES SECAF.

PROPRIETE – JOUISSANCE

Le Cessionnaire sera propriétaire des parts cédées et en aura la jouissance à compter du 20 novembre 2013.

Le Cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

En conséquence, le Cessionnaire aura seul droit aux réserves existant à ce jour, ainsi qu'aux dividendes susceptibles d'être attribués auxdites parts sociales au titre des résultats de l'exercice clos le 30 septembre 2013 et des exercices suivants.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix d'un euro symbolique pour les 50 (cinquante) parts sociales cédées, laquelle somme a été payée comptant, en espèces, ce jour, par le Cessionnaire au Cédant, qui le reconnaît et en consent bonne et valable quittance.

Dont quittance.

AGREMENT DE LA CESSION

Conformément à l'article L. 223-16 du Code de Commerce et à l'article 10 des statuts, cette cession a lieu entre associés et ne nécessite donc pas l'agrément des associés.

Guy GS

DECLARATIONS DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE

Le Cédant déclare :

- que les parts sociales cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,
- qu'il a la pleine capacité civile pour s'engager dans le cadre des présentes, qu'il ne fait l'objet d'aucune procédure collective et n'est pas en état de cessation des paiements,
- qu'il est habituellement résident français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

Le Cessionnaire déclare :

- qu'il a la pleine capacité civile pour s'engager dans le cadre des présentes, qu'il ne fait l'objet d'aucune procédure collective et n'est pas en état de cessation des paiements,
- qu'il est habituellement résident français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

ORIGINE DE PROPRIETE

Les parts cédées constituent un bien propre de Monsieur Gilles GASTOU pour les avoir reçues en contrepartie de son apport en numéraire effectué à titre pur et simple lors de la constitution de la société AUDITEURS ASSOCIES SECAF.

ABSENCE DE GARANTIE D'ACTIF ET DE PASSIF

De convention expresse entre les parties, le Cessionnaire déclarant parfaitement connaître la situation financière et économique de la société AUDITEURS ASSOCIES SECAF, le Cédant ne donne aucune garantie d'actif et de passif.

Les parties reconnaissent qu'il s'agit d'un prix ferme et définitif et qu'il ne sera pas établi de bilan de cession.

En conséquence, la présente cession n'est consentie que sous les garanties ordinaires et de droit en pareille matière.

Le Cessionnaire déclare être informé des risques qu'il encourt et décharge le rédacteur des présentes de toute responsabilité à cet égard.

Il s'engage à n'élever aucune contestation quant aux comptes sociaux arrêtés les 30 septembre 2010, 30 septembre 2011 et 30 septembre 2012, quand bien même ces comptes sociaux n'ont pas été approuvés aux termes de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle qui s'est tenue le 20 décembre 2012, Monsieur Gilles GASTOU ayant rejeté la résolution d'approbation des comptes.

Il déclare, concernant ces comptes clos aux 30 septembre 2010, 30 septembre 2011 et 30 septembre 2012, en faire son affaire personnelle et s'engage à n'élever aucune contestation à quelque titre que ce soit au sujet desdits comptes.

GL GG

DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES – MODIFICATIONS STATUTAIRES

Monsieur Guy VAYSSADE et Monsieur Gilles GASTOU, seuls associés de la société AUDITEURS ASSOCIES SECAF, sont convenus, conformément aux dispositions de l'article 15 des statuts, de modifier l'article 8 des statuts qui sera désormais rédigé comme suit, à compter du jour où la cession sera signifiée à la Société ou du jour du dépôt d'un original de l'acte de cession au siège de la Société :

ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL – REPARTITION DES PARTS – LISTE DES ASSOCIES

Le capital social est fixé à la somme de 2.000 (deux mille) euros, divisé en 100 parts sociales de 20 euros nominal chacune, numérotées de 1 à 100, intégralement libérées et attribuées en totalité à Monsieur Guy VAYSSADE, associé unique.

Toute modification apportée à la répartition du capital social sera communiquée à la Commission régionale d'inscription des commissaires aux comptes. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

DECLARATIONS POUR L'ENREGISTREMENT

Le Cédant déclare que la société AUDITEURS ASSOCIES SECAF est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports en numéraires effectués à la Société.

Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 726 du Code Général des Impôts.

Les droits d'enregistrement sont à la charge du Cessionnaire qui s'y oblige.

La présente cession sera soumise au droit fixe de 25 euros.

OPTION FISCALE

Le Cessionnaire devenant associé unique de la société AUDITEURS ASSOCIES SECAF décide que le régime fiscal de la société n'est pas modifié, et qu'en conséquence les résultats seront imposés à l'impôt sur les sociétés conformément aux dispositions des articles 206-3 et 239 du Code Général des Impôts et 22 de l'annexe IV du Code Général des Impôts.

L'option devra être notifiée avant la fin du troisième mois suivant la présente cession pour prendre effet à la même date que celle-ci.

FORMALITES DE PUBLICITE

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code Civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Conformément aux dispositions de l'article 8 des statuts, la présente cession de parts sociales sera communiquée à la Commission régionale d'inscription des commissaires aux comptes. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

66 69

DROITS - FRAIS

Le Cessionnaire assumera le paiement des droits d'enregistrement, afférents à la présente cession, ainsi qu'il a été précisé ci-avant.

Chaque partie assumera le paiement des frais et honoraires relatifs à l'intervention des Conseils qu'elle aura sollicités.

Le Cessionnaire assumera le paiement des honoraires du rédacteur des présentes.

CONTESTATIONS

Tous litiges nés de l'interprétation ou de l'exécution des présentes et de leurs suites, seront de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de TOULOUSE (31).

ELECTION DE DOMICILE

Pour tout ce qui concerne les présentes, les parties font élection de domicile en leurs adresses respectives telles qu'énoncées en tête du présent acte.

Fait à TOULOUSE
Le 20 novembre 2013
En 6 originaux

Le Cédant

Gilles GASTOU (1)

Bon pour le cédant de 50 (vingt-cinq) parts sociales.

Le Cessionnaire

Guy VAYSSADE (2)

Bon pour acceptation de la cession de 50 (cinquante) parts sociales.

Enregistré à : S.I.E. DE TOULOUSE SUD EST

Le 24/12/2013 Bordereau n°2013/2 028 Case n°50

Enregistrement : 25 € Pénalités : 3 €

Total liquidé : vingt-huit euros

Montant reçu : vingt-huit euros

L'Agente administrative des finances publiques

eur signature des mentions manuscrites suivantes :

Ext 12258

s sociales".

Isabelle CYRILLE
Agente Administrative
des Finances Publiques

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **TOULOUSE**



1749516

Dénomination : VEGA
Adresse : 15 rue Paul Bernies 31200 Toulouse -FRANCE-

n° de gestion : 2007B03758
n° d'identification : 500 712 138

n° de dépôt : A2014/000390
Date du dépôt : 09/01/2014

Pièce : statuts mis à jour



1749516

VEGA
Société A Responsabilité Limitée
au capital de 2.000 euros
Siège social : 15 Rue Paul Bernières
31200 TOULOUSE
500 712 138 R.C.S. TOULOUSE

STATUTS

**Mis à jour suite à l'Assemblée Générale Mixte et à
la cession de parts sociales du 20 novembre 2013**

ARTICLE 1 - FORME

Il existe entre les propriétaires des parts créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée régie par le livre II et le titre II du livre VIII du Code de Commerce et l'Ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945, ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 – DENOMINATION

La dénomination de la Société est : VEGA

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre des experts-comptables et sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots Société A Responsabilité ou des lettres S.A.R.L., et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes » et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre et de la compagnie régionale des commissaires aux comptes où la société est inscrite.

ARTICLE 3 – OBJET

La Société a pour objet l'exercice des professions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes.

Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre, prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature, ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, septième alinéa, de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Elle peut aussi, prendre des participations dans toute société de commissaires aux comptes conformément aux textes en vigueur.

Pour réaliser son objet, elle pourra céder, acquérir, vendre, échanger, prendre ou donner à bail, avec ou sans promesse de vente, gérer ou exploiter tous biens meubles ou immeubles.

Elle pourra assurer l'activité de formation de personnes souhaitant actualiser ou élargir leurs compétences.

Et plus généralement, elle pourra réaliser toutes opérations financières civiles, mobilières ou immobilières se rapportant à l'un des objets spécifiés, à l'exception de toute activité commerciale qu'elle soit exercée directement ou par personne interposée.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 15 Rue Paul Bernières – 31200 TOULOUSE.

Le transfert du siège social est décidé par décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix années à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

ARTICLE 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

Monsieur Gilles GASTOU apporte à la Société une somme en numéraire de 1.000 euros, Monsieur Guy VAYSSADE apporte à la société une somme en numéraire de 1.000 euros.

La totalité de cet apport en numéraire, soit la somme de 2.000 (deux mille) euros a été dès avant ce jour, déposée au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation, à la Banque Populaire, agence de Toulouse Place Dupuy, ainsi qu'en atteste un certificat de ladite banque.

ARTICLE 7 – AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL - REPARTITION DES PARTS- LISTE DES ASSOCIES

Le capital social est fixé à la somme de 2.000 (deux mille) euros, divisé en 100 parts sociales de 20 euros nominal chacune, numérotées de 1 à 100, intégralement libérées et attribuées en totalité à Monsieur Guy VAYSSADE, associé unique.

La Société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

En cas de retrait ou d'entrée d'associés ou de modification dans la composition des organes de gestion, de direction et d'administration, la société est tenue de demander à la Commission régionale d'inscription dont elle relève la modification correspondante de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

66 64

ARTICLE 9 – AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés. Toutefois, aucune augmentation de capital en numéraire ne peut être réalisée tant que le capital n'est pas entièrement libéré, et dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction de capital doit respecter les règles de quotité des parts que doivent détenir les professionnels experts-comptables et commissaires aux comptes, et les présents statuts.

ARTICLE 10 – CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS

Le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales est requis pour toute cession de parts au profit d'un tiers.

Toutefois, les parts sociales sont librement cessibles entre associés, entre conjoints et entre ascendants et descendants ; elles sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux et librement cessibles.

Les cessions de parts sociales sont également libres si la société ne comporte qu'un seul associé.

Le projet de cession doit être notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire. La notification doit contenir les nom et prénoms ou dénomination sociale, adresse du domicile ou du siège social et forme juridique de chacun des cessionnaires, le nombre de parts sociales à céder, le prix, les conditions et modalités de paiement de la cession projetée.

Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit, dans les formes, conditions et délais prévus pour les décisions extraordinaires, convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet.

La décision de la société n'est pas motivée ; elle est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois de la notification du refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil, les frais d'expertise étant à la charge de la société. A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé une ou plusieurs fois par décision de justice sans qu'il puisse excéder neuf mois en tout. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties.

Le cédant peut, à tout moment, signifier à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception sa renonciation à son projet de cession.

ou ou

La société peut également, avec le consentement du cédant, décider, dans le même délai de trois mois, éventuellement prolongé, d'acheter les parts du cédant au prix déterminé dans les conditions ci-dessus stipulées et de réduire son capital du montant de la valeur nominale desdites parts.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus exposées, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel achat par la société, centraliser les demandes d'achat émanées des autres associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prolongé, lorsqu'aucune des solutions ci-dessus exposées n'est intervenue, l'associé cédant peut réaliser la cession initialement projetée, dès lors qu'il détient ses parts depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés, les tiers désignés par eux ou la société, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession.

Si le cédant refuse, la cession est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société spécialement habilité à cet effet, qui signera l'acte de cession aux lieu et place du cédant.

Les stipulations qui précèdent et la procédure qu'elles décrivent sont applicables à toute décision ou toute opération, à titre onéreux ou à titre gratuit, emportant transfert ou démembrement de propriété, y compris par l'effet d'une transmission universelle de patrimoine ou d'une adjudication publique en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions ci-dessus stipulées, comme s'il s'agissait d'un projet de cession.

Toutefois, si les parts sont vendues en exécution d'un nantissement ayant reçu le consentement de la société dans les conditions stipulées au présent paragraphe, le cessionnaire se trouve de plein droit agréé comme nouvel associé, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital.

ARTICLE 11 – REVENDICATION DE LA QUALITE D'ASSOCIE PAR LE CONJOINT COMMUN EN BIENS

En cas d'apport de biens ou de deniers communs ou d'acquisition de parts de capital au moyen de deniers communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut notifier, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises.

Si la notification intervient lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux.

Si la notification est postérieure à l'apport ou à l'acquisition, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur doit être agréé personnellement par la majorité en nombre des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

La décision des associés est notifiée au conjoint par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En cas de refus d'agrément, seul le conjoint souscripteur ou acquéreur demeure ou devient associé pour la totalité des parts souscrites ou acquises.

Le défaut de notification dans le délai de trois mois à compter de la date de la notification emporte agrément du conjoint comme associé à hauteur de la moitié des parts sociales souscrites ou acquises.

ARTICLE 12 – CESSATION D'ACTIVITE D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre des experts-comptables interrompt toute activité d'expertise comptable au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes interrompt toute activité de commissariat aux comptes au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé pour quelque cause que ce soit, sa radiation ou son omission du tableau de l'Ordre des experts-comptables a pour effet d'abaisser la part du capital social ou des droits de vote détenus par des experts-comptables au-dessous des quotités légales, la société saisit le conseil régional de l'ordre dont elle relève afin que celui-ci lui accorde un délai en vue de régulariser sa situation.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé pour quelque cause que ce soit, sa radiation ou son omission de la liste des commissaires aux comptes a pour effet d'abaisser, au dessous des quotités légales, le pourcentage des droits de vote détenu par des commissaires aux comptes ou des professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes, il dispose d'un délai de six mois à compter du jour où il cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes, pour céder tout ou partie de ses parts sociales permettant à la société de respecter ces quotités.

Au cas où les dispositions de l'un ou l'autre des deux alinéas précédents ne sont plus respectées, l'associé est exclu de la société, ses parts sociales étant, dans un délai de trois mois suivant l'expiration des délais mentionnés aux alinéas précédents, rachetées soit par toute personne désignée par la société, soit par celle-ci. Dans ce dernier cas, elles sont annulées. A défaut d'accord amiable sur le prix, celui-ci est fixé dans les conditions visées à l'article 1843-4 du code civil.

Toutefois, en cas de décès d'un professionnel, ses ayants droit disposent d'un délai de deux ans pour céder leurs parts sociales à un autre professionnel.

ou 66

ARTICLE 13 – PREROGATIVES ET OBLIGATIONS ATTACHEES AUX PARTS SOCIALES

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives des associés.

Chaque part confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

Chaque associé participant aux décisions collectives dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires de parts indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Hors les cas prévus par la loi, les associés ne peuvent effectuer aucun prélèvement sur l'actif social.

ARTICLE 14 - RESPONSABILITE DES ASSOCIES

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités.

La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société.

ARTICLE 15 - GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés inscrits, d'une part, au tableau de l'Ordre des experts-comptables et, d'autre part, sur la liste des commissaires aux comptes. Les gérants sont nommés pour une durée illimitée par décision ordinaire des associés.

Le ou les gérants peuvent recevoir une rémunération qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

ou 60

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans les rapports avec les associés, le ou les gérants peuvent faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société.

En cas de pluralité de gérants, l'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ceux-ci en ont eu connaissance.

Les gérants, révocables par décision ordinaire des associés, peuvent démissionner de leurs fonctions.

ARTICLE 16 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN GERANT OU UN ASSOCIE

Les conventions qui interviennent directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés sont soumises aux procédures d'approbation et de contrôle prévues par la loi.

Ces dispositions s'appliquent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, un gérant, un administrateur, un directeur général, un membre du directoire ou un membre du conseil de surveillance est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Elles ne s'appliquent pas aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

ARTICLE 17 - DECISIONS COLLECTIVES

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés.

Les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée, par voie de consultation écrite des associés ou pourront résulter du consentement de tous les associés exprimés dans un acte. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

1. L'assemblée est convoquée par la gérance ou, à défaut par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou, encore par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

En cas de pluralité des gérants, chacun peut agir séparément.

Pendant la liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les assemblées sont réunies au lieu indiqué dans la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée adressée à chacun des associés, quinze jours au moins avant la date de réunion. Celle-ci indique l'ordre du jour.

L'assemblée est présidée par le gérant ou par l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts. Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

La délibération est constatée par un procès-verbal qui indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du président, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. Les procès-verbaux sont établis et signés par les gérants et, le cas échéant, par le président de séance.

2. En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Les associés disposent d'un délai minimal de quinze jours, à compter de la date de réception des projets de résolution pour émettre leur vote par écrit.

La réponse est faite par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal, auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives, et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

ARTICLE 18 – DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées ordinaires, les décisions d'associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni la modification des statuts

Ces décisions sont valablement adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois et, les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

ARTICLE 19 – DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées extraordinaires, les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modification des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les modifications des statuts sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés. La décision n'est valablement adoptée que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci.

Toutefois :

- le changement de nationalité de la société, l'augmentation des engagements des associés, ou la transformation de la société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, ou en société par actions simplifiée, ne peuvent être décidés qu'à l'unanimité des associés ;
- les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société ou nanties qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales ;
- la transformation en société anonyme, sous réserve que les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 750.000 euros, est décidée par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales ;
- l'augmentation de capital par incorporation de réserves ou de bénéfices est décidée par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

ARTICLE 20 – DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Lors de toute consultation des associés, chacun d'eux a le droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion de la société. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi.

ARTICLE 21 - EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1^{er} octobre et finit le 30 septembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés et se terminera le 30 septembre 2008.

Les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

ARTICLE 22 - AFFECTATION REPARTITION DES BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

ARTICLE 23 – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

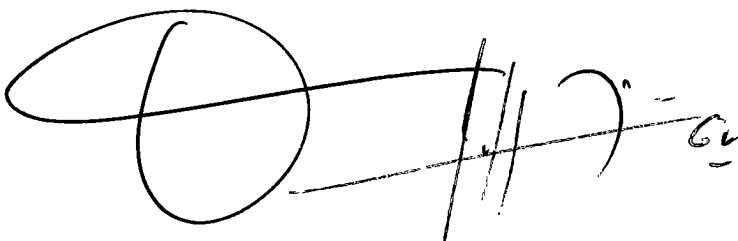
Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, l'assemblée statuant à la majorité requise pour la modification des statuts doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de la collectivité des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si l'assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop followed by several vertical and diagonal strokes.